

Corporations et syndicats ouvriers

S-10, serait facilement résolu par une loi anti-trusts stricte qui rendrait toutes ces mesures inutiles. Ceux qui enfreindraient une telle loi anti-trusts encourraient des peines extrêmement sévères. Aux États-Unis, on a peur d'enfreindre les lois anti-trusts. Les multinationales et les très nombreuses sociétés qui ont presque autant de pouvoir que le gouvernement en ont terriblement peur. Il est très bien qu'il en soit ainsi. C'est la seule façon de contrôler ce genre de pouvoir.

Ce que nous avons ici n'est qu'un inventaire des détenteurs de tous les droits. Ils s'intéressent très vivement à tous les droits à la propriété intellectuelle qui sont transférés au Canada. Ils ne se contentent pas de légiférer sur les droits à la propriété intellectuelle et sur les domaines qui ne touchent que les sociétés multinationales ou étrangères. Il veut que tous les détenteurs de ces droits soient inscrits et figurent dans ses dossiers. Avons-nous pensé à ce qui viendra ensuite? On peut sans doute accuser certains d'entre nous d'être trop soupçonneux. Je peux voir moi-même sans être trop intelligent, et je n'ai jamais prétendu l'être, que nous sommes en train d'abandonner une bonne partie de nos droits à cause du projet constitutionnel, qui s'attaque au droit à la propriété, et de la politique énergétique nationale, qui confisque en prétendant canadianiser.

● (1600)

Le gouvernement pourrait canadianiser l'industrie en modifiant sa politique fiscale, ce qui constituerait un stimulant positif. Tout ce qui s'est fait jusqu'ici aurait pu se faire par le biais de la politique fiscale puisque cela aurait permis aux gens de travailler, d'innover et de profiter un peu plus des fruits de leur travail. Certaines des lois que nous avons adoptées empêchent les quelques Canadiens qui sont capables de gérer et de coordonner tous les aspects d'une entreprise pour créer des emplois de rester en affaires, et nous l'avons fait en imposant des taux d'intérêt élevés et en maintenant le dollar à 83c. Il aurait peut-être dû baisser jusqu'à 75c. Cette politique n'est avantageuse que pour l'industrie primaire et elle entame de plus en plus le chèque de paie des travailleurs. J'affirme, monsieur l'Orateur, que les gérants et les propriétaires de petites et de moyennes entreprises travaillent maintenant pour des gratte-papiers, pour le gouvernement, pour des propriétaires, pour mettre leur entreprise à flot, et pour payer leurs employés, et cela sans la moindre compensation. A cause des lois ouvrières, il est presque impossible de congédier des employés paresseux. Faut-il s'étonner que de plus en plus de gens qui ont essayé pendant la plus grande partie de leur vie de rallier la Fonction publique à leur point de vue doivent maintenant redevenir fonctionnaires à cause de toutes les pressions qui existent dans le monde des affaires à l'heure actuelle?

Ce serait ridicule de ma part de dire que les mêmes pressions n'existent pas partout dans le monde et dans bien d'autres sociétés occidentales, mais ces pressions sont causées par des gouvernements qui veulent distribuer plus de richesses que le système ne peut en créer. Il est trop tard pour faire marche arrière. Un jour, cependant, il faudra rectifier la situation, mais ce n'est pas nécessaire pour autant de tout démolir.

Le gouvernement ne prend aucune initiative pour prévenir les gens ou leur fournir une stratégie ou un programme industriel qui nous permettrait de comprendre les problèmes humains qui se posent dans une société libre. Voilà où réside le problème: nous cherchons tous à obtenir davantage que nous

ne sommes disposés à contribuer. Les socialistes ne cessent d'attaquer avec envie—je suppose que c'est par envie—les personnes qui sont nées, qui ont été élevées ou qui ont été placées dans des circonstances leur permettant de faire fructifier leur éducation et leur travail en courant des risques et en créant des emplois. Or il ne se passe plus rien de ce côté-là au Canada.

Les événements des dix dernières années au Canada m'ont presque fait pleurer, car tous les grands projets qui avaient été amorcés ont été interrompus ou supprimés, et nos amis du NPD n'ont cessé de s'y attaquer. Tous les grands projets qui auraient permis de créer des emplois au Québec, dans les provinces de l'Atlantique dans les Prairies et en Colombie-Britannique, c'est-à-dire les nouveaux systèmes de transport avec des camions neufs, de l'acier neuf des conduits neufs, de nouvelles collectivités, de nouvelles stations de pompage et de nouvelles taxes; chacun de ces projets qui permettraient d'enrichir le Trésor fédéral des milliards de dollars dépensés pour l'assurance-chômage a été supprimé ou interrompu. Quelle tragédie!

Nous avons eu deux jours de débat sur les relations Nord-Sud. Un grand débat est en cours dans le monde sur la question de savoir combien de progrès le monde peut supporter, car le progrès a un aspect injuste en ce sens que les deux blocs, occidental et communiste, dépendent entièrement du progrès, de la croissance de leur produit national brut, pour assurer le bien-être de leurs citoyens et réaliser les objectifs souhaités par leurs sociétés, de sorte que 20 p. 100 des habitants du globe utilisent et rançonnent 85 p. 100 des ressources mondiales.

Le Canada joue le jeu. Nous ne pouvons pas résoudre nos problèmes chez nous, nous ne pouvons pas établir une stratégie industrielle fondée sur la planification, mais nous profitons des ressources fossiles non-renouvelables des pays du Tiers monde. Ces ressources pourraient être laissées au Tiers monde parce que nous sommes capables de pourvoir à nos propres besoins énergétiques chez nous. Le plus grand cadeau que nous puissions faire au Tiers monde . . .

M. Blais: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je tiens simplement à signaler au député de Capilano (M. Huntington) que le bill à l'étude vise à modifier la loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, et cette loi prévoit le rapport de données financières et autres concernant les affaires des corporations et des syndicats ouvriers exerçant leurs activités au Canada. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les observations de l'honorable parlementaire mais je n'ai rien remarqué qui ait porté sur l'une ou l'autre des modifications que nous proposons ou sur les principes appliqués dans l'action CALURA.

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, je suis le premier orateur à répondre au gouvernement. Je m'élève contre cette tentative du gouvernement de faire passer sournoisement avec ce bill—ce bill omnibus modifié—une chose aussi sérieuse et aussi importante que le contrôle et l'inventaire de la propriété intellectuelle. Si le ministre ne comprend pas cela, au lieu de prendre la parole il aurait intérêt à rester assis et à écouter. Il a accusé réception du travail fait par l'autre endroit et remercié les sénateurs. J'ai dit au ministre qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel. Peut-être le ministre ne comprend-il pas de quoi il s'agit. Peut-être que s'il écoutait, il comprendrait. Je n'ai pas